



Offre d'emploi

Référent.e Pilier Genre RESILAC – Bassin du Lac Tchad

CDD de 11 mois – dès que possible

à temps plein, basé à N'Djamena et non-accompagné

Date-limite de candidature : 07/08/2019

Contexte

CARE est l'un des plus grands réseaux d'aide humanitaire au monde, apolitique et non confessionnel qui appuie et gère des projets d'urgence et de développement, en impliquant les communautés et en collaborant avec des partenaires locaux. Notre objectif est de lutter contre l'extrême pauvreté, de défendre l'accès aux droits fondamentaux, de combattre les injustices sociales.

Notre approche est globale : le réseau s'attaque aux causes profondes de la pauvreté en menant des programmes d'éducation, de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau potable, de santé, d'activités génératrices de revenu. Soutenir l'autonomisation des femmes et agir pour leurs droits sont des actions essentielles pour lutter contre la pauvreté : c'est pourquoi les femmes sont au cœur de nos programmes. En 2016, CARE était présent dans 94 pays. L'association CARE France est membre du réseau CARE. En 2016, CARE France est intervenue dans 32 pays. L'équipe présente à Paris regroupe une quarantaine de personnes.

Pour en savoir plus sur CARE : www.carefrance.org

Descriptif de la mission

Étendue des responsabilités et mission dans sa zone d'affectation

Le Bassin du Lac Tchad présente un écosystème sensible dont dépend une population nombreuse aux confins du Niger, du Nigéria, du Tchad et du Cameroun. La région est aujourd'hui au centre d'une crise sécuritaire régionale et subit de plein fouet les conséquences du changement climatique. Les défis de développement de la région sont donc multiples : politiques d'abord, mais aussi socio-économiques, écologiques et hydrologiques. Dans le cadre de la programmation de l'Union Européenne suite au Sommet de la Valette sur la migration en décembre 2015 et la création d'un Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique d'une part et du sommet d'Abuja de mai 2016 au cours duquel le Président de la République a présenté l'Initiative Lac Tchad; l'Agence Française de Développement (AFD) a lancé un appel à projets « crise et sortie de crise » dédié au bassin du Lac Tchad, pour lequel un consortium de 3 ONG (ACF, CARE et Groupe URD) a été retenu.

L'objectif général du projet est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du lac Tchad les plus impactés par le conflit, le changement climatique et d'autres déterminants (marginalisation, absence d'investissements, décentralisation ineffective, tensions intercommunautaires autour de l'usage des ressources naturelles). Le projet RESILAC structuré autour de 4 piliers, dans 4 pays et sur 4 ans, est la réponse innovante et inédite que met en place un consortium mené par ACF (chef de file), CARE et le groupe URD. Un financement additionnel a été obtenu afin de renforcer la prise en compte du genre dans le programme.



RESILAC s'articule en 4 composantes principales (Cohésion sociale, redressement économique, renforcement institutionnel et production de connaissances). Le Genre constitue le pilier 1.4 de la première composante tout en étant transversal à l'ensemble du projet.

Objectif général de la mission

Renforcer l'approche GENRE de RESILAC au plan régional (ensemble du Bassin du Lac Tchad) et soutenir au plan qualitatif et opérationnel de nouvelles activités spécifiques au Tchad (Province du Lac) et au Niger (région de Diffa). Cela inclut :

- Pilotage de l'approche genre dans les activités du projet (transversal à tous les piliers)
- Elaboration d'une stratégie genre régionale pour le projet RESILAC
- Evaluation de la prise en compte du genre dans le projet RESILAC (formuler des recommandations et proposer des actions)
- Accompagnement des 4 piliers dans la conduite de leurs activités suivant une approche Genre
- Développement de notes de cadrage sur la base du cadre logique de RESILAC (enjeux, approche, Etapes clés et sous-activités, articulation entre les piliers, effet multiplicateur, outils, références, points d'attention) afin de cadrer la mise en œuvre des activités et orienter les équipes terrain.
- Planification et supervision des activités genre avec les coordinations nationales Tchad et Niger
- Renforcement des capacités des membres de la Coordination Régionale et des équipes des Coordinations Nationales en matière de Genre
- Diffusion des bonnes pratiques et résultats de recherche du Pilier 1.4 à travers des réseaux d'organisations locales et régionales

Responsabilités et tâches principales

1. **Assurer l'analyse contextuelle liée au programme RESILAC dans les 4 pays du Bassin Lac Tchad :** veille des indicateurs genre ; appui à la réalisation d'analyses et études genre ; diffusion d'informations d'analyse et de surveillance contextuelle.
2. **Contribuer à l'orientation stratégique et l'harmonisation des approches :** coordination des activités ; développement et harmonisation des outils, notes méthodologiques et fiches techniques ; coordination avec les 4 pays sur le suivi, l'évaluation, analyse multi-scénario ; articulation avec les autres piliers ; alignement et complémentarité avec les autres programmes similaires dans la zone BLT).
3. **Assurer l'appui technique aux équipes pays et le suivi de gestion de projet :** réaliser des visites de suivi au Niger et au Tchad ; assurer un appui technique thématique ; définir les étapes clés et les méthodologies de mise en œuvre du Pilier 1 ; assurer la formation des équipes du projet aux concept et à l'approche genre ; proposer une méthodologie et assurer le suivi des indicateurs du pilier 1.4 ; assurer le suivi de la progression des activités ; être force de proposition.
4. **Garantir la qualité et la redevabilité du programme :** assurer la qualité globale de mise en œuvre du programme en conformité avec les règles, la documentation et les process disponibles au sein du consortium ; émettre et suivre les recommandations techniques ; alerter en cas de difficulté majeure ; promouvoir les mécanismes de plainte visant à la transparence et à l'éthique des projets et promouvoir les mesures de sûreté (staff et populations) dans la mise en œuvre du programme.
5. **Superviser les équipes relevant du Pilier Cohésion Sociale du programme RESILAC dans les 4 pays d'intervention (Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria) :** Assurer la supervision fonctionnelle des Assistants



responsables pilier 1 (ARP) ; participer à l'élaboration et au suivi de leurs plans d'action ; développer et renforcer les compétences techniques des équipes.

6. **Assurer la capitalisation, le reporting, la communication et la coordination externe** : capitaliser et diffuser les bonnes pratiques du programme ; consolider au niveau régional les rapports internes et bailleur relatifs au Pilier 1.4 ; représenter l'équipe RESILAC dans des fora, cartographier et connaître les acteurs-clés sur les thématiques du Pilier 1.4 dans le BLT ; identifier des partenariats potentiels, entretenir un réseau de relations avec les acteurs impliqués sur les questions liées au Pilier 1.4 ; et contribuer au plaidoyer régional/national.

Profil recherché

1. Formation

- Formation BAC+5 en gestion de projets humanitaires ou de développement, action sociale, sciences politiques ou équivalent

2. Compétences techniques

- Au moins 5 ans d'expérience dans l'aide humanitaire sur le terrain, dans des projets de développement ou des projets de transitions urgence-développement, avec une expérience d'au moins un an à des postes de coordination liés à l'autonomisation des femmes
- Connaissance des thématiques transversales est un plus : adaptation au changement climatique, sensibilité à la nutrition, et gestion des risques et des catastrophes ;
- Excellente capacité de synthèse et de rédaction, maîtrise des outils informatiques (pack office) et utilisation de logiciels de gestion de projets ;
- Bonnes compétences managériales et avoir déjà travaillé en consortium multipartenaires ;
- Capacité à gérer les conflits, diplomatie ;
- Forte expérience dans la représentation auprès des autorités locales, des bailleurs de fonds, des organisations partenaires et dans les groupes de coordination ;
- Excellente capacité d'organisation, de planification et de priorisation ;
- Innovant, autonome et flexible, capable de trouver des solutions rapidement et de s'adapter à des contextes évolutifs ;
- Excellente capacité d'écoute, de communication, de négociation et d'animation ;
- Capable de travailler sous pression et dans des contextes et conditions difficiles (insécurité).

3. Langues

- Bonne maîtrise du français, à l'écrit comme à l'oral
- Anglais serait un plus

Conditions et modalités de candidature

Contrat :	CDD de 11 mois, à temps plein
Date de début :	Dès que possible
Statut :	Salarié.e, Poste non accompagné
Salaire :	Selon grille des salaires de CARE France (+ mutuelle, logement)
Lieu de travail :	Tchad (N'Djamena) , avec déplacements vers le Niger (Niamey, Diffa) et la province du Lac (Tchad)

Comment postuler ?

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent envoyer leur curriculum vitae et une lettre de motivation en français à recrutement.programmes@carefrance.org



Merci d'indiquer en objet la Référence : **Référent Pilier Genre - RESILAC.**

Date-limite de candidature : 07/08/2019

CARE encourage la diversité dans ses recrutements. À compétences égales, CARE étudie les candidatures des femmes et des hommes de manière équitable.

En raison d'un grand nombre de candidatures, nous sommes dans l'incapacité de répondre individuellement à chaque postulant. Seules les personnes sélectionnées seront contactées directement. Si vous n'avez pas reçu de réponse de notre part dans les 3 semaines suivant l'envoi de vote candidature, veuillez considérer votre candidature comme non retenue.

Nous tenons également à vous préciser que : compte tenu de la RGPD (la Règlementation Générale sur la Protection des Données), en cas de candidature non retenue, nous ne conserverons pas votre dossier de candidature ni aucune information personnelle vous concernant. Tout dossier sera détruit.

CARE France applique une tolérance zéro face à l'exploitation, aux abus sexuels et à la maltraitance des femmes et des enfants et mobilise tous ses employés dans la mise en œuvre de sa politique globale.